

tion d'un programme de rénovation dont la date d'expiration était prévue dans la loi nationale sur l'habitation.

Les autorités provinciales et municipales avaient accueilli chaleureusement ce programme, y voyant un moyen d'insuffler une vie nouvelle à certains quartiers. A une époque où les relations fédérales-provinciales sont tendues, ce programme avait été bien reçu. En dépit de cette réaction positive, et connaissant la date d'expiration bien à l'avance, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines a permis que ce programme soit abrogé, sans proposer de mesures de remplacement. Je crains que le ministre n'ait été trop pris par ses activités partisanes pour assumer ses responsabilités.

Les politiques actuelles du logement témoignent d'une fascination pour les chiffres. Le gouvernement actuel semble bien convaincu que les mises en chantier massives sont la solution miracle aux problèmes du logement au Canada. Prenons le cas du PAAP. Ce programme crée des angoisses terribles chez beaucoup de gens; de nombreuses personnes ont déjà acheté une propriété en vertu de ce programme et ne peuvent plus la payer. Nous avons entendu dire qu'il y avait des centaines de milliers de maisons invendues. Avec le chômage terrible qui sévit au pays, qui peut même songer à acheter l'une de ces maisons? On a établi ce programme à la hâte et cela a créé des ghettos économiques. Le député de Fraser Valley-Ouest (M. Wenman) parle de la situation incroyable qui prévaut dans sa circonscription au sujet de ces maisons construites dans le cadre du PAAP et restées invendues. Si le budget avait prévu des stimulants pour l'économie, aidant ceux qui veulent acheter ces maisons, cela aurait grandement aidé les jeunes et ceux de la classe moyenne qui ont besoin de logements convenables.

Nous avons un gouvernement qui n'a pas su relancer l'économie avec son budget. Et il laisse inopérant un programme de relance parce que le ministre trouve trop de choses à faire en dehors de son ministère. Le gouvernement n'a pas su régler l'inflation mais il sait gonfler les statistiques, surtout celles du logement, comme si cela pouvait régler les besoins du pays en fait d'habitations. Les personnes âgées, les familles à revenus modiques et nos classes moyennes surchargées dans les centres de nos grandes et de nos petites villes supplient qu'on leur assure une bonne planification économique, celle qui aurait dû figurer au budget. Le gouvernement n'a pas tenu compte des besoins de logements. Je déplore ce qui est arrivé, parce que des centaines de lettres qui nous parviennent montrent que ce budget aurait pu rétablir les choses mais qu'il n'a rien fait.

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je dirai d'abord quelques mots des observations faites par ceux qui m'ont précédé dans ce débat. J'ai suivi avec un intérêt tout particulier l'intervention du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Bégin) qui serait plutôt à l'avant-garde du cabinet. Elle a dit certaines choses que mon parti ne répudierait pas. Il est toujours amusant de voir le ministre s'attribuer tant de mérite pour ces mesures que son parti a combattues pendant quelque 40 ans. Voilà tout à coup que ses collègues s'en vont partout s'attribuer le mérite de presque tout ce qui s'est fait d'important dans le domaine social.

La vérité est bien différente. Ce parti n'a pas à s'attribuer le mérite de choses dont il n'a jamais eu l'initiative. Aucune de ces mesures presque n'a été imaginée par les libéraux. Nous ne nous opposons pas à ce que les idées de progrès social lancées aux congrès NPD soient empruntées par la politique gouverne-

Budget—M. Leggatt

mentale. Nous avons toujours admis cela comme un gage d'échec, mais de progrès pour la population canadienne. Bon, c'est peut-être l'histoire de notre parti que je raconte, mais je m'étonne que le ministre ait pris tant de temps cet après-midi à se vanter de tout ce que lui a apporté le NPD au fil des ans pour la réalisation d'un régime social correct pour la population du Canada.

Je voudrais commenter brièvement l'autre partie du budget qui traite des taxes de vente. Nous avons eu une longue discussion aujourd'hui, au cours de la période des questions, sur le mécontentement apparent que le budget a suscité chez les ministres de l'Ouest. On en revient à se demander s'ils ont été consultés, si cette mesure a été bien pensée et pourquoi il n'en a pas été question à la conférence des premiers ministres. Les premiers ministres de l'Ouest sont surtout mécontents de voir que le ministre des Finances le plus habile au Canada s'appelle Parizeau, car il a attendu que le ministre des Finances (M. Chrétien) dévoile son jeu avant d'abattre ses cartes. Il a ensuite joué de main de maître. Je crois qu'il est temps que quelqu'un lui en accorde le crédit. C'est un ministre brillant et le gouvernement fédéral aurait grand intérêt à compter quelqu'un d'aussi clairvoyant dans ses rangs. La raison pour laquelle cela ennuie les premiers ministres de l'Ouest est qu'ils s'en veulent de n'avoir pas eu la présence d'esprit de faire exactement la même chose et de ne pas s'engager d'avance et...

● (1642)

M. Lumley: La Saskatchewan va bien vous aimer.

M. Leggatt: Je suis heureux de voir enfin une réaction. Maintenant, ils vont finir par se laisser attraper par cette formule de taxe de vente qui va baisser la taxe de vente sur des articles importés socialement inutiles comme la dernière nouveauté en fait de désodorisant personnel ou toute autre importation superflue qui nous arrive. Nous avons au Canada au moins un gouvernement qui est assez sensé pour dire: «Laissez-nous nous concentrer sur les secteurs importants où il faut augmenter les ventes.» Les premiers ministres de l'Ouest sont quelque peu ennuyés parce qu'un autre ministre des Finances du Canada est un peu plus rusé que tous les autres.

Une voix: Combien reçoit-il d'argent?

M. Leggatt: S'il n'obtient pas sa juste part, le député devine bien qui en subira les conséquences. Le gouvernement ne peut tout simplement pas se permettre de traiter le Québec autrement que le reste du pays. Les calculs vont être très intéressants avec le Québec. Il sera intéressant de voir comment ce gouvernement, dit impartial, va répartir l'argent de la taxe de vente. Québec, monsieur l'Orateur, a damé le pion à notre gouvernement, et je lui rends hommage d'avoir su si bien mener le jeu.

M. Pinard: Voulez-vous qu'ils remportent le référendum?

M. Paproski: Quel référendum?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. La présidence a donné la parole au député de New Westminster seulement.

M. Leggatt: Monsieur l'Orateur, j'aime bien qu'on nous demande: «Voulez-vous qu'ils gagnent le référendum?» Je réponds «non». Il n'y a pas un parti fédéral qui préconise la séparation ou le référendum. Nous n'avons pas épargné nos efforts pour faire échec au référendum. En fait, il ne semble pas pour le moment s'annoncer trop bien. Cela étant, ne